Photo : © Bastien André

NOTRE POSITION

- **Deux milliards pour la contribution française au Fonds mondial**
  Reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

La lutte contre le VIH/sida se trouve en danger. Jamais la menace d'une résurgence épidémique n'a été aussi grande et la communauté internationale ne semble pas prendre la pleine mesure de la crise sanitaire qui s'annonce. Face aux nombreuses coupes drastiques dans les financements de la lutte dans le monde et les assauts lancés contre les droits des personnes vivant avec le VIH ou vulnérables face au VIH, il est impératif d'identifier les moyens d'une riposte ambitieuse.

AIDES considère qu'un seul mécanisme est à même de constituer une digue face aux attaques répétées que subit la lutte contre le VIH/sida : le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

IMPACT DU FONDS MONDIAL

Le Fonds mondial est un partenariat qui a fait ses preuves. Depuis sa création en 2002, il a permis de sauver 65 millions de vies et de faire baisser la mortalité des trois maladies de plus de 60 %. Pour le VIH spécifiquement, le Fonds a réduit les nouvelles infections de 61 %, a placé 25 millions de personnes sous traitement en 2023 et cible particulièrement les groupes les plus vulnérables avec 13,1 millions de tests de dépistage pour la seule année 2023.
Le Fonds mondial représente 28 % de tous les financements internationaux contre le VIH/sida. Le financer avec force et ambition est déterminant pour limiter l'impact épidémiologique du VIH et façonnera les possibilités de fin de l'épidémie.

Tous les trois ans, la communauté internationale se réunit pour financer la lutte mondiale contre les trois maladies à travers le Fonds mondial. Sa huitième reconstitution se déroulera en fin d'année. Il s'agit d'un moment décisif pour l'avenir des épidémies auquel les Etats donateurs, notamment la France, et les donateurs privés doivent répondre présents. La moindre baisse dans l'ambition de financement accordée à cette reconstitution aura des conséquences directes sur le terrain avec des dizaines de milliers de décès supplémentaires et une reprise à la hausse des nouvelles contaminations.

Pour répondre à ces défis historiques, **AIDES demande à la France de contribuer à cette reconstitution à hauteur de deux milliards d'euros**. •

AIDES
MILITER · AGIR · TRANSFORMER
MEMBRE DE COALITION PLUS

Un contexte politique et économique hostile à la reconstitution des ressources

L'impact catastrophique de la suspension des financements étasuniens

➔ Dès son arrivée au pouvoir en janvier 2025, Donald Trump a imposé la suspension totale des travaux de l'agence Usaid (équivalent étasunien de l'Agence française de développement), dont le plan d'aide d'urgence à la lutte contre le sida à l'étranger (Pepfar). Ce dernier représente 58 % du financement international pour la lutte contre le VIH/sida. On estime que sa suspension aurait déjà coûté la vie de plus de 58 000 personnes dont plus-de 5 000 enfants en quatre mois. Selon l'Onusida, une suspension définitive de Pepfar entraînerait la survenue de six millions de nouvelles infections et de quatre millions de décès supplémentaires d'ici 2029.

Une enquête au sein du réseau de Coalition PLUS a également mis en lumière les premières conséquences concrètes sur le terrain : suspension de l'indemnisation de 300 pairs-éducateurs-trices aux Comores, baisse à 25 % de l'activité de prise en charge des PVVIH au Cap-Vert, 180 employés-es suspendus-es en République dominicaine. •

Photo : © AIDES

Des coupes budgétaires sans précédent en France et en Europe

➔ Aux décisions étasuniennes s'ajoutent l'impact de décisions françaises. Le budget 2025 a acté une baisse de 37 % du budget de l'aide publique au développement (APD), soit 2,1 milliards d'euros de coupes. Le budget 2025 a également mis fin à l'allocation directe au développement d'une partie des recettes de la taxe sur les transactions financières et de la taxe sur les billets d'avion. Ces deux taxes, instaurées par Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy pour faire contribuer les bénéficiaires de la mondialisation aux inégalités qu'elle engendre, contribuaient annuellement à hauteur de 738 millions d'euros au développement. Cette allocation directe a été remplacée par une ligne dans le budget de l'État, ne garantissant plus aujourd'hui l'affectation de cette somme à la santé mondiale.

La France n'est pas le seul pays en Europe à annoncer des coupes majeures dans ses budgets de solidarité internationale : d'ici à 2027 l'Angleterre a prévu une baisse de 40 % et les Pays-Bas de 3,2 milliards d'euros, l'Allemagne une coupe de 2,1 illiards d'euros en 2025, ainsi que la Belgique et la Finlande avec 25 % de baisse. Les conséquences de ces coupes ne sont pas encore pleinement connues, mais elles heurteront nécessairement les programmes d'accès aux soins, le financement des associations et la pérennité des systèmes de santé. •

Les conséquences immédiates sur les programmes financés par le Fonds mondial

➔ Le ministre des Affaires étrangères français envisage déjà des coupes supplémentaires pour le budget 2026, alors même que le Président de la République incite à protéger l'enveloppe allouée à la solidarité internationale. De plus, une partie importante de la contribution promise par la France au Fonds mondial en 2025 sera versée avec du retard, en 2026. Ce choix, conjugué aux incertitudes concernant le versement des États-Unis en 2025, a conduit le Fonds mondial à suspendre une partie de ses financements dans les pays bénéficiaires, tout en demandant aux partenaires locaux de prioriser leurs actions. De la même manière, l'Initiative, le mécanisme bilatéral français adossé à la contribution française au Fonds mondial, a subi une réduction de 40 % de ses activités. •

• Deux milliards pour la contribution française au Fonds mondial

Une cible financière à 18 milliards de dollars

➔ Le 18 février dernier, le Secrétariat du Fonds mondial a fixé la cible financière de la huitième reconstitution à 18 milliards de dollars, soit le montant jugé nécessaire pour que l'organisation poursuive la trajectoire de réduction des trois maladies et renforce les systèmes de santé, publics comme communautaires. Ce montant ne tient toutefois pas compte du risque de suspension définitive du programme étasunien Pepfar.

La conférence de reconstitution précédente, organisée en septembre 2022 à New York affichait déjà le même objectif et n'avait réussi à récolter que 15,7 milliards de dollars. AIDES avait regretté le manque de volonté politique de la communauté internationale face à la situation inquiétante des épidémies dans le monde, juste après le passage dévastateur du Covid. •

Photo : © Bastien André

Le rôle de la France : investir deux milliards pour le Fonds mondial

À travers les années, la France a toujours été à la pointe de l'engagement en santé mondiale : de son rôle pionnier dans la coopération internationale en matière de santé avec la création de l'Office international des épizooties en 1924, à l'inauguration à Lyon de l'Académie de l'OMS l'année dernière, en passant par la découverte du parasite responsable du paludisme en 1903 et du virus du sida en 1983. En plus d'être motrice dans la recherche (ANRS, institut Pasteur) et les investissements pour le renforcement des systèmes de santé (AFD, Expertise France), elle est également le premier contributeur d'Unitaid, l'organisation internationale d'accès aux innovations en matière de santé.

➔ Avec une contribution actuelle de 1,596 milliard d'euros sur trois ans, la France est le deuxième donateur du Fonds mondial, après les États-Unis, et représente 10 % de son budget. Face au recul de l'investissement politique et financier des États-Unis, aux multiples attaques contre les droits des personnes vivant et vulnérables au VIH, la France se retrouve de fait à l'avant-poste de la lutte et détient plus que jamais une responsabilité morale, politique et économique d'augmenter son soutien financier au Fonds mondial.

C'est pourquoi AIDES demande à la France de contribuer à hauteur de deux milliards d'euros à la huitième reconstitution du Fonds mondial. Cette contribution va dans le sens de l'histoire : au-delà d'un montant qui reflète les besoins face à l'urgence de financement de la lutte contre les trois maladies, la France a les moyens et le devoir de poursuivre le combat qu'elle a porté depuis le début de l'épidémie de VIH/sida.

Pour parvenir à cet objectif de financement, nous identifions des leviers budgétaires simples et efficaces. Valoriser la taxe sur les transactions financières, en nationalisant sa collecte, augmentant son taux et/ou son assiette, permettrait de financer cette contribution sans alourdir le budget général de l'État. •

• Nos revendications

➔ La France doit augmenter sa contribution au Fonds mondial à hauteur de deux milliards d'euros. Cette hausse de 25 % est cohérente avec les augmentations consenties lors des deux dernières reconstitutions.

➔ La France doit imposer à l'Union européenne un leadership politique et diplomatique pour la reconstitution du Fonds mondial, notamment en amont de la présidence française du G7 en 2026.

➔ La France doit réinstaurer l'allocation des recettes des taxes innovantes (taxe sur les transactions financières et taxe sur les billets d'avion) à la solidarité internationale, notamment pour financer le Fonds mondial. Elle doit en assurer directement la collecte et augmenter son taux et/ou son assiette.

➔ La France doit promouvoir de façon forte et inflexible une vision inclusive et pérenne de la santé mondiale, garantissant l'accès inconditionnel aux soins, la défense des droits humains et la promotion de la santé communautaire, comme prérequis fondamentaux de la lutte contre les épidémies.

Alors que vingt années de lutte contre le VIH/sida risquent d'être sapées en quelques mois et que des millions de vies sont en jeu, les militants-es de AIDES et Coalition PLUS continueront à se mobiliser, en France et à l'international, afin que leurs voix soient entendues et que les vies des personnes vivant avec le VIH ou vulnérables à ce virus soient préservées.

SOURCES

- Rapport de résultats du Fonds mondial : https://www.theglobalfund.org/en/results/
- Pepfar Impact Counter : https://pepfar.impactcounter.com/
- Analyse Onusida de l'impact des coupes étasuniennes : https://www.unaids.org/en/impact-US-funding-cuts
- Enquête sur l'impact de la suspension de Pepfar par Coalition PLUS : https://www.coalitionplus.org/2025/02/28/enquete-sante-mondiale-et-vih-les-partenaires-de-coalition-plus-ebranles-par-le-gel-de-laide-americaine/
- Argumentaire d'investissement du Fonds mondial : https://www.theglobalfund.org/en/investment-case/
- Communiqué de AIDES après la septième conférence de reconstitution du Fonds mondial : https://www.aides.org/communique/7e-me-reconstitution-du-fonds-mondial-des-objectifs-manques-aux-consequences-dramatiques

Contact

Léo Deniau
Coordinateur du plaidoyer international
ldeniau@aides.org
06 79 01 38 34

AIDES
Tour Essor
14 rue Scandicci
93508 Pantin cedex

0805 160 011
(gratuit depuis un poste fixe)

https://www.aides.org/
FB : fb.com/aides
X : @assoAIDES